

çais rempliraient mieux leur devoir que les Canadiens anglais. Je suis certain que les deux nationalités rivaliseraient de courage pour la défense du drapeau britannique.

Mais si, dans le cours des événements, il survenait en Canada de graves mécontentements politiques contre l'Angleterre; si, quelque jour, à l'instigation secrète du gouvernement de Washington, qui par hasard trouverait qu'il y a encore de la place pour notre pays sous les ailes de l'aigle américain —, si, dis-je, un esprit de révolte s'emparait de la population canadienne: le gouvernement anglais pourrait plus sûrement compter pour le maintien du lien colonial sur la fidélité de l'élément français. Car ce dernier possède un idiome tout différent de celui du peuple des Etats-Unis, et il est convaincu que, sous le drapeau étoilé, il ne pourrait, comme sous l'étendard d'Albion, jouir des libertés religieuses, civiles et nationales qui lui sont chères.

C'est la raison pour laquelle les Canadiens français ont été, depuis 1774, si opposés à l'annexion de leur pays à la République voisine et pratiquement si loyaux à l'Angleterre, laquelle avait enfin compris qu'il était de son intérêt de ne rien entreprendre contre leurs institutions, leur langue et leurs lois.

En terminant, je soumets ces souvenirs historiques et les graves considérations qu'ils inspirent, à la méditation profonde de ceux de mes concitoyens qui désirent l'unification de l'éducation comme moyen d'arriver à l'uniformité du langage, leur rappelant ce mot déjà cité de Lord Dufferin: " Qu'il serait de très mauvaise